

Je suis heureux d'être le premier ministre canadien à prendre la parole devant la nouvelle Chambre de commerce du Canada ici à Tokyo. Comme beaucoup d'entre vous le savez déjà, c'est ma deuxième visite officielle au Japon cette année. Cela indique la grande importance que nous Canadiens attachons au Japon et à nos relations avec ce beau pays. Il m'a apparu particulièrement important de l'effectuer à ce moment-ci. Le Japon est un intervenant majeur sur la scène internationale et un partenaire commercial de première importance pour le Canada.

Je voulais exposer aux dirigeants japonais nos vues sur le rôle essentiel que leur pays est appelé à jouer en cette époque de difficultés économiques dans le monde. Je voulais en discuter aussi bien dans sa dimension globale qu'en termes de relations commerciales entre le Canada et le Japon. Je voulais venir au Japon accompagné d'un groupe de gens d'affaires canadiens importants, pour étudier les incidences de la récente décision du gouvernement japonais de prendre des mesures pour ouvrir davantage le marché japonais.

Enfin, je voulais expliquer au gouvernement et aux dirigeants industriels japonais les problèmes sérieux qu'éprouvent les industries canadiennes de l'automobile et des produits forestiers et énoncer le rôle que le Japon peut jouer pour nous aider à résoudre ces problèmes à court et à long termes.

Je me propose aujourd'hui de vous rendre compte des résultats de notre mission. Je suis ravi de voir un si grand nombre d'éminents dirigeants industriels et politiques japonais et de pouvoir adresser mes observations à cette tribune qu'est la nouvelle Chambre de commerce du Canada au Japon, preuve tangible de la solide présence croissante des intérêts financiers du Canada dans ce pays.

Permettez-moi d'abord de prendre quelques minutes pour parler du milieu commercial mondial. Nous traversons actuellement une période de récession internationale. De nombreux gouvernements, y compris le nôtre, subissent de fortes pressions pour restreindre les importations lorsqu'on juge qu'elles contribuent aux difficultés économiques de nos pays respectifs.

Il est impératif que nous devenions tous conscients des résistances et déflexions qui existent sur les marchés de nos principaux partenaires commerciaux. Si nous n'en sommes pas conscients et si nous ne trouvons pas de solutions réciproquement satisfaisantes pour diminuer la tension, il n'y a pas de doute que des mesures restrictives seront unilatéralement imposées par les pays touchés.